

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 28/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EPC FRANCE**

4 rue Saint-Martin  
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : STE-BARBE\_EPC-FRANCE\_2025-05-22\_RAPVI-PPC\_CP\_01530  
Code AIOT : 0006201797

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement EPC FRANCE implanté 17 RUE DE LIBAVILLE CHEUBY 57640 SAINTE-BARBE. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPC FRANCE
- 17 RUE DE LIBAVILLE CHEUBY 57640 SAINTE-BARBE
- Code AIOT : 0006201797

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société EPC France anciennement Nitro-BickFord est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage sur la commune de Sainte-Barbe par arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 modifié.

#### Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 81	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Plaquette d'information	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 88 partiel	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Quantités stockées	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 2	/	Sans objet
4	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 13 partiel	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats n'ont pas mis en évidence de non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan d'opération interne (POI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 81
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le Plan d'Opération Interne (POI) des dépôts de Cheuby sera révisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Il définira les mesures d'organisations, méthodes</p>

<p>d'intervention et moyens qu'il mettra en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan, complété par l'avis du CHSCT s'il existe, sera transmis à l'inspecteur des installations classées et au SIRACEDPC. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 5 décembre 2024, un exercice POI avait été réalisé.  L'inspection avait constaté que la dernière version du POI datait de septembre 2020 : elle nécessitait des mises à jour.  Par ailleurs des compléments au POI et des pistes d'amélioration avaient été proposés par le personnel et l'inspection suite à l'exercice.  L'exploitant avait transmis un plan d'opération interne n°POICHEUBY0920 révisé en décembre 2024 transmis à l'inspection le 13 décembre 2024.  L'inspection a constaté que les compléments ont été apportés au POI et les propositions d'amélioration ont été mise en oeuvre.  Voir détails en annexe confidentielle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Plaqueette d'information**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 88 partiel</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société EPC France distribuera à la population, par l'intermédiaire des municipalités concernées, une plaqueette d'information explicitant les principales dispositions à prendre et à observer en cas d'accident. Avant sa distribution, cette plaqueette sera présentée à la DRIRE et au SIRACEDPC. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 5 décembre 2024, l'inspection avait relevé que la plaqueette distribuée aux habitants de la commune de Sainte-Barbe nécessitait une actualisation.  Vu la nouvelle plaqueette et les échanges avec le Service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) sur le projet des 17, 18 et 19 février 2025 : sans remarque de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Quantités stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, quantités stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 est modifié par arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-59 du 21 mars 2016 comme suit : tableau non reproduit (données confidentielles)
<b>Constats :</b>  Vu l'état des stocks de l'exploitant, l'inspection a constaté que les capacités maximales autorisées étaient respectées le jour de la visite. Cf constats détaillés en annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 13 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les emplacements des bouches d'incendie, des RIA ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses doivent être incongelables et doivent être munis de raccords normalisés. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements doivent être accessibles en toute circonstance. Le réseau d'eau incendie doit être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté le respect de la prescription. Cf constats détaillés en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite